

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : ASA 33/048/2007 – ÉFAI
27 novembre 2007

Action complémentaire sur l'AU 301/07 (ASA 33/030/2007, 9 novembre 2007)

Crainces de torture ou de mauvais traitements / Détention illégale

PAKISTAN	Ayub Qureshi (h)]
	Ghulum Farid Awan (h)] personnalités politiques
	Hasil Bizenjo (h)]
	Yusuf Mastikhan (h), leader syndical	
	Liaquat Ali Sahi (h)	

Les cinq hommes nommés ci-dessus ont été libérés sous caution le 22 novembre. Ils restent inculpés de sédition et de participation à une émeute pour avoir pris part à un rassemblement de la société civile au Club de la presse de Karachi, le 6 novembre, contre l'instauration de l'état d'urgence par le Général Musharraf.

Ces hommes ont activement pris part à des campagnes défendant les droits et les intérêts de la population de la province du Balouchistan. Les charges retenues contre eux semblent être motivées par des considérations d'ordre politique, de sorte qu'ils ne puissent plus exercer leurs droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Agissant en sa qualité de chef de l'armée, le général Musharraf a suspendu le 3 novembre l'essentiel des dispositions de la Constitution, y compris les droits de ne pas être arbitrairement privé de la vie et de bénéficier d'une procédure équitable. Il s'est octroyé le pouvoir de la modifier en-dehors de toute procédure parlementaire et a proclamé un ordre constitutionnel provisoire. Il est désormais interdit à tout tribunal de prendre une décision défavorable au président, au Premier ministre ou à toute personne relevant de leur autorité.

Depuis l'instauration de l'état d'urgence, la police et les autorités responsables de l'application des lois ont arrêté des milliers d'avocats, de militants politiques et de défenseurs des droits humains.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en ourdou, en anglais ou dans votre propre langue) :

- dites que vous vous réjouissez de la libération des cinq hommes nommés plus haut, mais exhortez les autorités à annuler les charges retenues contre eux ;
- déclarez-vous préoccupé à l'idée que celles-ci ne soient motivées par des considérations purement politiques et qu'elles ne visent à priver ces hommes de leurs droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique ;
- engagez les autorités à protéger et à respecter les garanties constitutionnelles relatives aux droits humains, notamment celles protégeant la vie et la liberté.

APPELS À :

President Pervez Musharraf
Pakistan Secretariat, Islamabad, Pakistan

Fax : +92 51 922 1422

Courriers électroniques via son site Internet :

<http://www.presidentofpakistan.gov.pk/WTPresidentMessage.aspx>

Formule d'appel : Dear President Musharraf, / Monsieur le Président de la République,

Dr. Ishrat Ul Ebad Khan
Governor Sindh
Governor House
Karachi, Pakistan

Fax : +92 21 920 1218 / 1226

Courriers électroniques : governor@governorsindh.gov.pk

Formule d'appel : Dear Governor, / Monsieur le Gouverneur,

Ministre de l'Intérieur :

Hamid Nawaz Khan
Minister for the Interior
Room 404, 4th Floor, Block R, Federal Secretariat
Islamabad, Pakistan

Fax : + 92 51 920 2624

Courriers électroniques : minister@interior.gov.pk / secretary@interior.gov

Formule d'appel : Dear Minister, / Monsieur le Ministre,

Ministre de la Législation, de la Justice et des Affaires parlementaires :

Syed Afzal Haider
Minister of Law, Justice and Human Rights
Room 305, S-Block, Pakistan Secretariat
Islamabad, Pakistan

Fax : +92 51 9202628 / +92 51 9201631

Courriers électroniques : minister@molaw.gov.pk

Formule d'appel : Dear Minister, / Monsieur le Ministre,

COPIES aux représentants diplomatiques du Pakistan dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 8 JANVIER 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.